Les équipements sportifs des lycées bretons (1850-1985)

The sports facilities of Breton high schools (1850-1985)

Philippe Bonnet

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/insitu/32213>

DOI : 10.4000/insitu.32213

ISSN : 1630-7305

Éditeur

Ministère de la Culture

Référence électronique

Philippe Bonnet, « Les équipements sportifs des lycées bretons (1850-1985) », *In Situ* [En ligne], 44 | 2021, mis en ligne le 11 mai 2021, consulté le 14 décembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/insitu/32213> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/insitu.32213>

Ce document a été généré automatiquement le 14 décembre 2022.

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Les équipements sportifs des lycées bretons (1850-1985)

The sports facilities of Breton high schools (1850-1985)

Philippe Bonnet

- 1 L'élargissement considérable du champ patrimonial observé depuis une quarantaine d'années n'a guère bénéficié jusqu'ici aux installations sportives. Ainsi, la base Mérimée¹, qui reflète l'activité cumulée des services de l'Inventaire et des Monuments historiques, recense moins de 140 équipements². Pourtant, la bibliographie relative au sujet s'étoffe lentement mais sûrement, depuis la mémorable exposition de 1984 intitulée « Deux siècles d'architecture sportive à Paris : piscines, gymnases », et le travail pionnier entrepris en 1986 par le service régional de l'Inventaire général d'Île-de-France, concrétisé en 1991 par une belle publication³. Et il faut se réjouir que des chercheurs aient récemment repris le flambeau, dans un cadre départemental⁴ ou régional⁵.
- 2 C'est dans ce contexte que le service de l'Inventaire du patrimoine de Bretagne a lancé en 2013 une enquête thématique sur les équipements sportifs de la région, qui a permis de circonscrire un corpus de quelque deux mille sites : 1 483 gymnases, 225 centres nautiques, 170 piscines, 41 golfs, 36 vélodromes et 29 hippodromes. Les équipements sportifs des lycées bretons, tant publics (116) que privés (111), pour l'essentiel des salles de sport⁶, en représentent un peu plus de 10 %, et leur étude revêt un intérêt tout particulier dans la mesure où ils révèlent les vicissitudes des politiques étatiques d'une institution, l'École, qui fut avec l'Armée le principal vecteur du développement des pratiques sportives en France.

L'éducation physique au lycée : une mise en place laborieuse (1850-1870)

- 3 L'histoire de l'éducation physique sous le Second Empire est celle d'un gouvernement et d'une administration scolaire soucieux du problème, déployant une activité

législative et réglementaire soutenue, mais qui se heurtent à l'indifférence ou aux difficultés financières des autorités locales⁷. Par l'arrêté du 13 mars 1854, Hippolyte Fortoul, ministre de l'Instruction publique et des Cultes, pose le principe que « la gymnastique fait partie de l'éducation des lycées de l'Empire ; elle est l'objet d'un enseignement régulier qui est donné aux frais des établissements ». Un mois plus tard, le 18 avril, une circulaire est adressée aux recteurs sur « Les moyens d'organiser les exercices gymnastiques. »

- 4 L'affaire est prise au sérieux en Bretagne. Dans un rapport du 27 novembre 1854, le recteur informe le ministère qu'il vient d'obtenir du maire de Rennes « un local qui pourra être parfaitement approprié à l'établissement de la gymnastique : c'est la grande salle du musée, contiguë à la grande cour de récréation », et qu'il attend « le double devis des dépenses à effectuer, 1° pour l'appropriation de la salle, 2° pour l'achat des appareils, ceux en petit nombre que possède le lycée étant à peu près hors de service⁸ ». Le 7 mai 1856, il peut faire part « du résultat heureux de [ses] démarches, la cession par la ville de la salle du musée contiguë à la grande cour de récréation, et la conversion de cette salle en gymnase couvert⁹. »
- 5 Ses efforts auprès de la municipalité de Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor) sont moins productifs :
- 6 La ville est encore sous le poids de la dette contractée pour la construction de son lycée. Elle a rempli tous ses engagements, et le sacrifice nouveau qu'on lui demande n'excède pas sa bonne volonté, mais ses ressources. [...] Quoi qu'il en soit, il existe à Saint-Brieuc un certain enseignement gymnastique confié à un maître assez habile, mais qui n'a pu consister encore, faute d'instruments et d'appareils, qu'en marches et en évolutions¹⁰.
- 7 À Quimper (Finistère), les archives du collège municipal conservent un devis estimatif établi en 1855 pour la « transformation en préau et en salle de gymnastique du passage couvert qui conduit à la chapelle¹¹ ». À Lorient (Morbihan), les exercices ont lieu à l'air libre, dans une cour de 54 m sur 4,65 m.
- 8 Le décret du 3 février 1869, paraphé par Victor Duruy, rend l'enseignement de la gymnastique obligatoire dans les lycées, les collèges communaux, les écoles normales primaires et les écoles primaires de garçons. La circulaire aux recteurs du 9 mars suivant comporte une rubrique sur la « construction de gymnases couverts et installation du matériel fixe, ouvrages de charpente, poutres, etc. »

Pour les lycées et les écoles normales primaires, tous les aménagements nécessaires à l'enseignement de la gymnastique devront être préparés d'urgence ; en conséquence, vous ferez dresser immédiatement par un architecte, pour chaque lycée et école normale de votre ressort, le devis de la dépense que comporte l'installation d'un gymnase couvert, pourvu des appareils et agrès indiqués au programme. Le devis sera accompagné d'un plan et d'un projet détaillé que vous me transmettez avec l'avis du bureau d'administration et du conseil de perfectionnement, s'il s'agit d'un lycée, avec l'avis de la commission de surveillance, s'il s'agit d'une école normale primaire.

Veillez à ce que le projet soit conçu avec simplicité, afin de réduire la dépense. Vous m'adresserez, dans le plus bref délai possible, avec vos propositions, le projet ainsi étudié. En attendant, vous prendrez des mesures pour suppléer au manque du gymnase couvert ; vous engagerez MM. les proviseurs, principaux de collèges et directeurs d'écoles normales à tirer parti des locaux et des ressources dont ils disposent, quelque imparfaits qu'ils soient¹².
- 9 Une autre circulaire du 12 juillet précise que, si un grand nombre des exercices énumérés dans les programmes peuvent être exécutés sans appareils, « l'application

complète des programmes [...] comporte l'acquisition d'appareils et d'agrès, et l'installation d'un gymnase couvert¹³ ».

- 10 La réaction ne tarde pas : le 22 juillet, le proviseur de Saint-Brieuc, après avoir rappelé que « le lycée ne possède pas de gymnase proprement dit. C'est le préau couvert du grand pensionnat qui en a tenu lieu jusqu'à ce jour », admet :

L'installation d'un gymnase, bâtiment et mobilier, sera certes une dépense considérable ; mais elle devient indispensable, si l'on veut que le programme de l'enseignement, annexé au décret du 3 février 1869, soit fidèlement suivi et mis à exécution dans toutes ses parties. Il ne s'agit pas de réformer l'installation actuelle ; je crois avoir suffisamment démontré plus haut l'impossibilité d'une amélioration au point de vue du local et des appareils ; ce qui est de toute nécessité, pour qu'il nous soit permis d'espérer et d'obtenir de bons résultats, c'est une création nouvelle, c'est un gymnase bien organisé, pourvu de tous ses instruments et agrès¹⁴.

- 11 Et il joint à son rapport le devis estimatif et le plan du gymnase [fig. 1], dressés par Alphonse Guépin (1808-1878), architecte du département et de la Ville, qui avait construit le lycée de 1849 à 1853.

Figure 1

Projet de gymnase pour le lycée de Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor), par A. Guépin, 1869, Archives nationales (F¹⁷ 6916).

Reproduction Archives nationales.

- 12 Le 2 novembre, l'architecte Charles Le Cœur (1830-1906), conseiller habituel du ministre de l'Instruction publique, rend son rapport sur trois projets pour l'établissement d'un gymnase couvert au lycée de Napoléonville, *alias* Pontivy (Morbihan), qui lui avaient été soumis en juin¹⁵. Aucun de ces projets n'aboutira toutefois avant la chute du régime, consécutive à la guerre franco-prussienne¹⁶.

- 13 Les efforts de l'administration scolaire du Second Empire portent également sur la modélisation. En 1854, le ministre H. Fortoul charge des experts d'élaborer un plan-type de gymnase pour les lycées de l'Empire. Dès le 10 avril, Napoléon Laisné¹⁷ (1810-1896) conçoit les plans de deux salles dérivées de son gymnase de l'hôpital des Enfants malades [fig. 2].

Figure 2

Projet de gymnase couvert de 1^{re} classe élaboré en 1854 par N. Laisné à la demande du ministre H. Fortoul, Archives nationales (F¹⁷ 6916).

Reproduction Archives nationales.

- 14 En mai 1855, l'architecte Louis-Joseph Duc (1802-1879) remet à son tour trois projets de « gymnase couvert modèle ». Les uns et les autres restent toutefois dans les cartons de l'administration. Sous le ministère de V. Duruy, le 13 avril 1869, Charles Le Cœur (1830-1906) est lui aussi invité à produire des « projets types de gymnases pour les grands lycées et les lycées de moyenne importance ». Ses propositions renferment l'idée très novatrice, et économique, d'une préfabrication du bâtiment par l'agencement de pièces de fonte, permettant de s'adapter à la pluralité des situations locales, en termes d'effectifs et de topographie.
- 15 Nonobstant, le seul gymnase scolaire conçu et réalisé en Bretagne sous le Second Empire l'a été dans un établissement privé. Nul paradoxe ici : dès l'origine de la Compagnie, les Jésuites avaient su intégrer dans leur pédagogie jeux et exercices physiques. Dans les années qui suivent leur retour à Vannes (Morbihan) en 1850, ils se préoccupent de doter le collège d'installations sportives. La construction d'une chapelle devant entraîner leur disparition, le père Hilarion Taupin, préfet des études, sollicite, pour fournir les plans d'une « salle d'exercices gymnastiques », un des pères de la discipline en France, Napoléon Laisné. Son projet, dressé le 22 juillet 1869¹⁸, est mis en

œuvre localement par le père Magloire Tournesac (1805-1875), architecte jésuite et inlassable bâtisseur d'églises dans l'ouest de la France. Opérationnel en 1870, l'équipement était une variante¹⁹ du gymnase de 1^{re} classe que Laisné avait élaboré en 1854 à la demande du ministère et qui s'inspirait lui-même du gymnase construit par ses soins à l'hôpital parisien des Enfants malades en 1852. Menacé un temps de destruction, il a heureusement bénéficié récemment d'une restauration qui a permis un retour aussi fidèle que possible à l'état initial, avec notamment la restitution d'une couverture en zinc [fig. 3 et fig. 4].

Figure 3

Gymnase du collège Saint-François-Xavier à Vannes (Morbihan), par N. Laisné et M. Tournesac, 1870. La façade sud, éclairée par trois baies géminées, donne sur une des cours de récréation.

© Bernard Bègne (Région Bretagne, service de l'Inventaire du Patrimoine culturel).

Figure 4

Gymnase du collège Saint-François-Xavier à Vannes (Morbihan), par N. Laisné et M. Tournesac, 1870.
© Bernard Bègne (Région Bretagne, service de l'Inventaire du Patrimoine culturel).

L'impulsion de la III^e République (1870-1940)

- 16 Le traumatisme engendré par la défaite de 1870 a des conséquences décisives sur le développement de l'éducation physique en France. Désormais, l'entraînement physique de la jeunesse devient une priorité nationale, avec pour objectif implicite la reconquête des provinces perdues, l'Alsace et la Lorraine. Dans une circulaire aux proviseurs du 27 septembre 1872, le ministre²⁰ affiche sa volonté « que la gymnastique soit enseignée dans tous les établissements et rendue obligatoire pour tous les élèves ». Le troisième point de ce texte est sans équivoque : « À la gymnastique se rattachent étroitement les exercices militaires : il faut qu'à dix-huit ans un jeune homme élevé par nous fasse l'exercice avec la précision d'un vétéran²¹. »
- 17 La loi George (27 janvier 1880) étend l'obligation à toutes les écoles publiques : « L'Enseignement de la gymnastique est obligatoire dans tous les établissements d'instruction publique de garçons, dépendant de l'État, des départements et des communes » (art. 1^{er}). Dans l'esprit des parlementaires, il était considéré « comme le complément indispensable des études scolaires et comme un moyen très efficace d'assurer le bon fonctionnement de nos lois militaires²² ». La circulaire du 20 mai 1880 sur les exercices gymnastiques et militaires rappelle d'ailleurs aux recteurs
le double but de la gymnastique, qui est de développer les forces physiques des jeunes gens et de leur donner en même temps des habitudes d'ordre et de discipline [...] Les crédits inscrits au budget du ministère me permettent de venir en aide, dans certaines conditions, aux établissements publics et aux communes pour la création de gymnases, lorsqu'ils se trouvent dans l'impossibilité de subvenir aux frais d'acquisition du matériel²³.

- 18 Désormais, les lycées bâtis à neuf ou reconstruits intégreront d'emblée l'implantation d'un gymnase dans leur plan-masse.
- 19 Les autorités scolaires de la III^e République naissante semblent avoir renoncé à l'idée d'un plan-type. En 1872, le ministre demande simplement aux proviseurs de lui « rendre compte des dimensions du préau et de la salle consacrée à cet enseignement, et du nombre d'engins de toutes sortes, trapèzes, haltères, etc. » en leur possession. Par la suite, une note ministérielle de 1887 se borne à indiquer : « Les dimensions du gymnase varient avec l'importance du lycée ; cependant elles doivent être, au minimum, de 8 à 10 mètres de largeur sur 16 ou 20 de longueur. Il importe de réserver près du gymnase une cour pour les exercices militaires²⁴. » C'est exactement ce qu'avait énoncé en 1883 Paul Gout (1852-1923), l'architecte du lycée de Quimper, dans son « Étude sur les lycées » : « Les dimensions du gymnase couvert peuvent un peu varier avec l'importance du lycée ; toutefois, on doit leur assigner un minimum de 8 à 10 mètres de largeur sur 16 ou 20 mètres de longueur. Ses dépendances consistent en une ou deux salles pour l'escrime, la boxe ou la canne, et une pièce pour le dépôt des fusils²⁵. » Une dizaine d'années plus tard, dans son cours à l'École nationale des beaux-arts, Julien Guadet (1834-1908) est plus précis :
- La salle de gymnase est toujours rectangulaire, de proportion assez longue, 35 m x 15 m au moins, parfois avec des galeries. L'essentiel est qu'elle soit bien éclairée, et de plusieurs côtés pour produire une lumière diffuse : il faut éviter en effet les ombres portées trop nettes ; l'éclairage du haut seul ne vaudrait rien pour un gymnase. Il faut aussi que l'air puisse être largement renouvelé après les séances, par l'établissement de courants d'air : préférez toujours la ventilation naturelle à la ventilation d'expédients. Les fenêtres doivent être placées à la partie supérieure, toutes les parois étant nécessaires soit pour les exercices contre le mur, soit pour le rangement des agrès. Il convient donc d'avoir près du sol des ouvertures d'aération (les portes suffisent souvent pour cela), et au haut de la salle les baies d'éclairage, d'ailleurs également ouvrantes²⁶.
- 20 Il n'est donc pas étonnant que les gymnases des lycées bretons construits dans le dernier quart du XIX^e siècle présentent une grande hétérogénéité, où l'on discerne cependant trois grands types. Le premier se rattache à une formule héritée des xystes ou galeries couvertes de la Grèce antique et très usitée au milieu du siècle, mais désormais largement obsolète, celle du vaste préau rectangulaire, ouvert sur toute la longueur d'un grand côté : parti qui favorise certes la circulation de l'air, chère aux hygiénistes, mais se révèle inadapté aux données climatiques locales. On la trouvait dans plusieurs établissements catholiques, à Saint-Vincent de Rennes (avant 1878) et à Saint-Charles de Saint-Brieuc (1876) où, après les réaménagements de 1890, la face donnant au sud-est sur le chevet de la chapelle présentait une structure charpentée à claire-voie.
- 21 Un dispositif semblable dut exister un temps au lycée de Brest, si l'on en croit une description ancienne : « Le long mur qui de cet édifice [l'infirmerie] va gagner la façade intérieure du bâtiment des classes est bordé d'une galerie couverte portée par des colonnettes de fer, cette galerie s'élargit au milieu de sa longueur pour former le hangar de la gymnastique, véritable préau couvert utile par les temps de pluie²⁷. »
- 22 Dans le second type, le gymnase est pleinement intégré dans le plan-masse du lycée mais il se distingue du reste des bâtiments par une volumétrie individualisée, bâtiment à simple rez-de-chaussée, largement éclairé, fermant l'une des cours de l'établissement (Quimper, Rennes). Il bénéficie d'une architecture soignée, avec des encadrements de

baies en pierre de taille, qui confère une nouvelle dignité à la discipline sportive désormais obligatoire [fig. 5, fig. 6].

Figure 5

Façade ouest du gymnase du lycée (aujourd'hui collège) La Tour d'Auvergne à Quimper (Finistère), par P. Gout, 1886.

© Philippe Bonnet / Région Bretagne (service de l'Inventaire du Patrimoine culturel).

Figure 6

Gymnase du lycée (aujourd'hui collège) La Tour d'Auvergne à Quimper (Finistère), par P. Gout, 1886.

© Philippe Bonnet / Région Bretagne (service de l'Inventaire du Patrimoine culturel).

- 23 Cette monumentalité se trouve accrue lorsque la fonction de salle de distribution des prix s'ajoute à la vocation initiale du local. De 1893 à 1895, pour satisfaire à une demande de la mairie de Rennes, l'architecte municipal J.-B. Martenot (1828-1906) rehausse d'un étage attique, éclairé par des oculi, le gymnase qu'il a construit dix ans plus tôt afin de le convertir en salle des fêtes²⁸ [fig. 7].

Figure 7

Lycée Émile Zola, à Rennes (Ille-et-Vilaine). Le gymnase, construit par J.-B. Martenot en 1885, est surélevé dix ans plus tard pour pouvoir servir de salle des fêtes.

© Guy Artur / Inventaire général, ADAGP.

- 24 Enfin, le troisième parti consiste à fondre totalement le volume du gymnase dans l'architecture du lycée dont il occupe une partie d'une aile, sur un ou deux niveaux. Surmonté d'étages de classes ou de dortoirs, il est de ce fait quasiment indiscernable de l'extérieur. C'est le dispositif adopté en 1886 à Pontivy par l'architecte municipal Aimé Le Corre (1847-1914), et en 1898 au petit lycée de Brest (Finistère) par l'ingénieur-voyer Olivier Guennoc (1842-1903). Dans ce dernier, la salle de gymnastique (27 x 10,40 m), qui ouvrait sur la cour par sept arcades en plein cintre et du côté de la rue Voltaire par six petits soubassements, se trouvait en contrebas du niveau de la voirie, ce qui posa des problèmes de ventilation après qu'on eut muré les arcades²⁹.
- 25 Les premières décennies du ^{xx}e siècle ne sont marquées que par quelques créations d'établissements secondaires pour jeunes filles à Rennes (1906), Quimper (1920) et Saint-Brieuc (1938). À la fin de la période, les efforts bien réels de Léo Lagrange (1900-1940), sous-secrétaire d'État aux Sports et à l'organisation des loisirs dans le gouvernement du Front populaire et inlassable promoteur d'une politique publique du sport, auront peu d'incidence dans le domaine du sport scolaire. Et lorsque le président de la République Albert Lebrun vient à Saint-Brieuc le 29 mai 1938 inaugurer le collège technique municipal Curie³⁰ et le nouveau collège de jeunes filles placé sous le patronage d'Ernest Renan, la comparaison de leurs gymnases souligne la diversité des formules pratiquées à la veille de la Seconde Guerre mondiale.

- 26 Le premier, conçu en 1932 par deux architectes locaux, Adolphe Le Gouellec (1900-1973) et Frédéric Petit, s'inscrit dans la tradition rationaliste de la fin du XIX^e siècle, à laquelle l'emploi du granit local confère une légère touche régionaliste [fig. 8].

Figure 8

Gymnase du cours complémentaire Curie, Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor). Façade et coupe transversale, par A. Le Gouellec & F. Petit, 1932, archives municipales de Saint-Brieuc (65 W 28).

Reproduction archives municipales de Saint-Brieuc.

- 27 Au contraire, le préau-gymnase du lycée Ernest-Renan [fig. 9] affiche les convictions modernistes de son auteur, Georges-Robert Lefort (1875-1954), qui dirigeait depuis 1936 l'école d'Architecture de Rennes.

Figure 9

Lycée E. Renan, Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor). Gymnase-préau construit par G.-R. Lefort en 1938. Bel exemple d'architecture moderne à la veille de la Seconde Guerre mondiale.

© Thierry Goyet / Région Bretagne (service de l'Inventaire du Patrimoine culturel).

- 28 Construit en béton enduit, il occupait une position centrale dans le plan-masse du lycée et était relié par des galeries couvertes aux bâtiments de l'externat, au nord-ouest, et de l'internat, au sud. La salle d'agrès³¹ était flanquée à l'est d'une scène et de pièces annexes qui permettaient aisément sa transformation en salle des fêtes³². Couvert d'un toit-terrasse, le bâtiment est agrandi vers le nord par un vaste préau dont l'auvent formé d'une dalle de béton avec pavés de verre translucide incorporés retombe sur d'élégantes colonnes, rappelant d'autres structures contemporaines comme le marché Talensac à Nantes (Loire-Atlantique ; Henri Vié & Georges Desfontaines, 1937).
- 29 Les lycées privés se contentent souvent de structures plus spartiates, d'ailleurs rarement parvenues jusqu'à nous. Le Likès, prestigieux établissement quimpérois fondé en 1838, a néanmoins conservé son premier gymnase, un simple hangar métallique construit en 1937, emporté peu après par un violent coup de vent et aussitôt relevé à ses frais par le constructeur, sous la conduite de l'architecte René Legrand³³.
- 30 Bien qu'inscrite dans les programmes depuis 1880³⁴, la natation demeure longtemps le parent pauvre de l'éducation physique. Son enseignement est surtout théorique – l'apprentissage « à sec » des mouvements de la brasse –, complété à la belle saison par des séances pratiques pour les plus chanceux, comme les élèves de Saint-Vincent de Rennes qui disposaient d'une baignade dans l'Ille, à la Motte-Brûlon. Seule l'école Saint-Charles de Saint-Brieuc, qui assurait une préparation à l'École navale, se dota dès 1926 d'un équipement pérenne aménagé dans la crypte de la chapelle³⁵, un bassin de natation³⁶ avec plongeoirs, entouré de cabines de bains [fig. 10].

Figure 10

École Saint-Charles, Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor). Le bassin de natation, aménagé en 1926 sous la chapelle. Photographie conservée au musée de Bretagne (982.0008.5887).

Reproduction musée de Bretagne (Rennes).

L'État planificateur (1940-1985)

- 31 Comme un écho à la défaite de 1870, celle de 1940 est imputée par l'État français au désarmement moral de la France du Front populaire et à l'impréparation physique de sa jeunesse. C'est dire que le sport va tenir une place cruciale dans le dispositif global visant à « régénérer la Nation » que Vichy s'emploie à mettre en place pendant ses quatre ans d'existence (juillet 1940-août 1944). Dès le 7 août 1940 est créé un Commissariat général à l'Éducation générale et aux Sports, confié d'abord au célèbre joueur de tennis Jean Borotra (1898-1994). Peu de régimes ont déployé une activité aussi intense – législative, réglementaire³⁷ et de propagande – en faveur du développement de l'éducation physique, et une notable partie sera encore appliquée plusieurs décennies après la Libération, comme la loi n° 5289 du 16 décembre 1941 « relative à l'approbation des projets d'équipement sportif et à l'octroi à des collectivités publiques de subventions relatives auxdits projets », qui resta en vigueur jusqu'aux lois de décentralisation. Mais cette vaste ambition se heurte à la pénurie de main d'œuvre et de matériaux et ne se traduit guère que par une abondante « architecture de papier » – projets de piscines monumentales et de centres scolaires d'éducation physique et sportive – conservée dans les archives.
- 32 Si l'on observe dans les années qui suivent la Libération un engouement spectaculaire pour les activités sportives, la construction de nouveaux gymnases est presque exclusivement le fait des patronages, laïcs ou catholiques, qui organisent les loisirs de la population. Dans les villes sinistrées, les lycéens doivent pendant plus d'une décennie se contenter d'installations précaires, les mêmes qui sont affectées dans l'urgence au logement. Ainsi, le 29 janvier 1955, le proviseur du lycée de Brest demande au délégué départemental à la Reconstruction « une baraque plus importante équivalant à 3 salles de classes environ. Cette baraque nous servirait pendant plusieurs années encore de gymnase provisoire, avec petit vestiaire attenant³⁸ ». Le chef du service des Constructions provisoires propose de lui attribuer « la baraque béton de la Cité, occupée actuellement par les magasins Félix Potin et Paris Corsets ; cette construction de 23 m sur 9 m pourrait être remontée sur les 168 m² demandés, pour un montant de 1 250 000F³⁹ ». Finalement, un courrier du 25 octobre 1955 mentionne le « règlement comme convenu des factures se référant 1° au montage d'un gymnase provisoire au lycée Kerichen ex-barques du port de commerce « bureaux » A et A bis du Parti socialiste de la porte Fautras⁴⁰ ».
- 33 Malgré les injonctions réitérées⁴¹ des ministres successifs (douze en douze ans) de l'Éducation nationale, le bilan de la IV^e République en matière d'équipements sportifs est notoirement insuffisant, faute de volonté politique et de crédits décents. Un seul gymnase est alors construit dans un lycée breton, celui de Morlaix (Finistère), et cinq ans s'écoulent entre la demande du préfet du Finistère au ministre de l'Intérieur, le 5 février 1951, d'inscrire au Plan d'équipement national la construction d'un gymnase au lycée de garçons, pour un montant de 16 millions de francs⁴² et sa mise en service en 1956. Encore revoit-on drastiquement à la baisse les ambitions initiales, si bien que l'équipement, conçu par l'architecte municipal Germain Gouriou, est qualifié dès 1967 de « gymnase B aux installations très rudimentaires » et nécessitant divers travaux de modernisation⁴³. C'est toutefois au milieu des années 1950 qu'apparaît la classification des gymnases en trois catégories, en fonction de la surface de l'aire

sportive⁴⁴, qui servira à la répartition des équipements en fonction de la population scolaire des établissements.

- 34 L'avènement de la V^e République marque l'ouverture d'une nouvelle ère. Le nouveau régime s'emploie d'emblée à rattraper le retard de la France en matière d'équipements sportifs. Ce volontarisme se manifeste par la création d'un poste de haut-commissaire, et bientôt de secrétaire d'État à la Jeunesse et aux Sports, directement rattaché au Premier ministre, confié au charismatique Maurice Herzog (1919-2012), et plus encore par trois lois-programmes relatives à l'équipement sportif et socio-éducatif, adossées respectivement aux 4^e (1962-1965), 5^e (1966-1970) et 6^e (1971-1975) Plans⁴⁵. Désormais, dans le domaine sportif comme ailleurs, « l'administration centrale conçoit, donne les directives générales, s'informe, informe et coordonne, et veille au respect de l'esprit des lois de programme et de finances⁴⁶ ». Les quelque 80 lycées créés en Bretagne entre 1958 et 1985 bénéficient au premier chef de cet effort.
- 35 Le 27 avril 1957, le ministère de l'Éducation nationale avait lancé un premier concours de constructions en série de salles d'éducation physique et gymnases présentés par des architectes et des entreprises pilotes, avec pour principes directeurs : « Économie et qualité, rapidité d'exécution, facilité de fonctionnement. » Parmi les projets primés, pouvant *de facto* bénéficier de subventions, figure celui de l'entreprise granvillaise Tible, en collaboration avec Louis Cornille (1904-1990), architecte à Avranches (Manche). Le prototype, un gymnase B (30 x 20 m) avec deux annexes, est livré en novembre 1959 à la cité scolaire de Kerichen⁴⁷ à Brest [fig. 11].

Figure 11

Gymnase de la cité scolaire de Kerichen, par l'entreprise Tible, Brest (Finistère), 1959. Le premier gymnase « industrialisé » construit dans un lycée breton, comportait deux aires de travail mais sans cloison mobile intermédiaire.

© Simon Vely / Région Bretagne (service de l'Inventaire du Patrimoine culturel).

- 36 Il donne satisfaction en dépit de problèmes d'acoustique qui seront réglés par la suite, et connaîtra un réel succès dans le Grand Ouest, notamment à Rennes où plusieurs groupes scolaires l'adoptent au cours de la décennie suivante.

- 37 Le lycée de Pont-l'Abbé (Finistère) bénéficie en 1963 d'un autre prototype, plus sophistiqué, réalisé par l'entreprise parisienne La Salle sportive⁴⁸ sur les plans de Jacques-Henri Riedberger (1906-1974), architecte en chef des Bâtiments civils et Palais nationaux, au demeurant chargé de la conception d'ensemble du lycée. Ce gymnase type 44 x 23⁴⁹, « construction standardisée d'une salle d'éducation physique et de sports collectifs », avait pour caractéristiques une ossature supportant une charpente métallique de 23 m de portée libre, une façade en murs-rideaux aluminium avec grandes parties vitrées et remplissages en panneaux sandwich isothermes, des murs pignons et annexes en maçonnerie traditionnelle, une couverture en tôles d'acier nervurée avec isolation thermique et étanchéité multicouche [fig. 12]. Le constructeur garantissait un délai de livraison de quatre mois après les fondations⁵⁰.

Figure 12

Gymnase du lycée Laennec à Pont-l'Abbé (Finistère), par J.-H. Riedberger et La Salle sportive, 1963. Ce prototype, reproduit ensuite à Douarnenez et en Île-de-France, était considéré lors de son inauguration comme « l'une des plus belles salles de sport de l'académie ».

© auteur inconnu / archives municipales de Quimper.

- 38 De cette phase d'expérimentations relève aussi la série de gymnases de type A conçue pour des lycées techniques ou agricoles par l'architecte vannetais Yves Guillou (1915-2004). Inaugurée à Étel⁵¹ (Morbihan) en 1959, déclinée ensuite à Auray⁵² et à Pontivy⁵³ (1961), et à Pont-de-Buis-Lès-Quimerch (1964), elle est immédiatement reconnaissable à sa silhouette en M et à son essentage d'ardoise, signature du maître [fig. 13].

Figure 13

Gymnase du lycée professionnel Duguesclin à Auray (Morbihan), par Y. Guillou, 1962.

© Bernard Bègne (Région Bretagne, service de l'Inventaire du Patrimoine culturel).

- 39 En juillet 1964, c'est le secrétariat d'État à la Jeunesse et aux Sports qui lance un concours pour l'élaboration de modèles-types de halles de sport implantables dans toute la France. Si leurs dimensions⁵⁴ les réservent en priorité à la compétition et excèdent les besoins des lycées, le modèle conçu par Louis Miquel (1913-1987) et André Wogenscky (1916-2004), mis en œuvre par la société Jossormoz⁵⁵, s'impose à la fois par ses qualités esthétiques – on en trouve l'écho dans les couvertures paraboliques des gymnases de Louis Arretche⁵⁶ et de Patrice Simon⁵⁷ – et par les mérites d'un nouveau matériau, le bois lamellé-collé, qui va bientôt concurrencer les charpentes métalliques traditionnelles.
- 40 Le vent de la déconcentration passe sur le concours lancé en 1970 par le secrétaire d'État Joseph Comiti (1920-2000). « Au lieu d'intervenir d'une manière régaliennne en dirigeant tout depuis Paris, [l'administration] a laissé aux Régions la complète latitude d'adapter le thème retenu en fonction des données locales et l'entière responsabilité d'organiser les concours dans toutes leurs différentes phases jusqu'au jugement définitif⁵⁸. » Dans la grande région Bretagne-Pays de Loire, six projets sont primés⁵⁹. Certains ne connaîtront que quelques occurrences, d'autres seront produits à des dizaines d'exemplaires mais, si tous répondent au cahier des charges (constructions industrialisées et économiques), la plupart s'efforcent, « par une recherche d'échelle, la diversification des volumes, la coloration des façades [...] d'intégrer le complexe sportif aux sites⁶⁰ » ? Et les recherches formelles d'un Y. Guillou, dont le Cosec (complexe sportif évolutif couvert) résulte de l'emboîtement de deux volumes trapézoïdaux tête-bêche, ou d'un Rogé Beauvir (1915-1984), dont la halle sportive a des allures de temple oriental avec sa toiture concave [fig. 14], ont marqué leur époque.

Figure 14

Gymnase Roger-Boulin à Lamballe (Côtes-d'Armor), par R. Beauvir, 1977. Ce Cosec conçu par une équipe d'architectes lorientais se signale par sa toiture concave et ses murs pignons en dents-de-scie.
© Simon Vely / Région Bretagne (service de l'Inventaire du Patrimoine culturel).

- 41 Du reste, seul un tiers des équipements sportifs des lycées bretons relève d'une production industrialisée. Tout en exerçant une surveillance étroite sur les projets par le biais de l'approbation technique, l'État concède une liberté relative aux collectivités locales. On le voit à Morlaix, où la municipalité s'oppose à l'architecte des Bâtiments de France pour défendre le projet monumental de salle omnisports qu'elle entend construire en face du lycée [fig. 15].

Figure 15

Salle Arthur-Aurégan à Morlaix (Finistère), par L. Heuzé, 1972. Contemporain des premiers Cosec, c'est un exemple assez rare à cette date d'équipement sportif monumental, encore construit suivant les principes du classicisme moderne.

© Philippe Bonnet / Région Bretagne (service de l'Inventaire du Patrimoine culturel).

- 42 À côté d'équipements construits par des maîtres d'œuvre locaux, voire par des services techniques municipaux, d'autres sont de véritables manifestes architecturaux. Le lycée de Paimpol (Côtes-d'Armor), voulu par le maire Max Querrien (1921-2019) – par ailleurs directeur de l'Architecture au ministère de la Culture –, conçu par Louis Arretche (1905-1991) dans le sillage de Mai 1968, est un projet expérimental de centre d'Enseignement, de Jeunesse et de Sports, fruit des efforts conjugués des ministères de l'Éducation nationale et de la Jeunesse et des Sports, dans le cadre des opérations « Écoles ouvertes ». Le gymnase (1975) occupe une place centrale dans le plan-masse, avec une cour bordée de galeries reliant l'internat quadrangulaire et l'externat en U disposés à chaque extrémité⁶¹. Son pignon sud, paroi de béton de 22 x 6 m, est traité comme un fond de scène qu'anime une gravure obtenue par empreintes de polystyrène travaillé, commande passée en 1974 aux sculpteurs Bernard Alleaume (1930-1998) et Yvette Vincent-Alleaume (1927-2011) au titre du 1 % artistique [fig. 16].

Figure 16

Gymnase du lycée de Kerraoul à Paimpol (Côtes-d'Armor), par L. Arretche, 1975. Placé au cœur du lycée, il a bénéficié d'une commande du 1 % artistique qui anime son pignon.

© Anne Bonnafous / Région Bretagne (service de l'Inventaire du Patrimoine culturel).

- 43 Dès 1940, l'État avait vivement encouragé la mutualisation des équipements sportifs par des subventions aux villes qui les mettraient à la disposition des établissements scolaires et des associations. Le dispositif est largement répandu dans les années 1960⁶². Le 19 juin 1961 est signée une convention entre la Ville de Brest et le directeur général de l'Équipement scolaire, universitaire et sportif⁶³ (Desus), réglant les modalités de construction et d'utilisation d'une salle de sports à édifier à Brest dans l'enceinte du futur stade municipal, dont l'usage sera partagé entre la Ville et le lycée de l'Harteloire⁶⁴ [fig. 17].

Figure 17

Gymnase Foch à Brest (Finistère), par H. Grangé et M. Vacher, 1963. D'un usage partagé entre le lycée de l'Harteloire et la ville, le bâtiment a été démoli en 2019. Au premier plan, un portique, outil essentiel de l'enseignement de la gymnastique depuis les années 1830. Photographie conservée aux archives municipales de Brest (2 Fi 936).

© auteur inconnu / archives municipales de Brest.

- 44 À Vannes, c'est une idée plus ambitieuse qui est lancée dès 1959 avec le soutien du secrétaire d'État Maurice Herzog : « La concentration au même lieu périphérique de l'agglomération d'installations sportives permettant de satisfaire entièrement à la fois toutes les activités corporelles des élèves de l'ensemble des établissements d'enseignement de Vannes (cours complémentaire, second degré, technique) et les besoins de l'ensemble de la population civile. » Elle se concrétise le 23 octobre 1964 avec l'adoption par le conseil municipal du « projet de construction d'un centre scolaire expérimental d'éducation physique regroupant près des établissements scolaires existants un ensemble complet comprenant deux pistes, deux terrains de football, quatorze plateaux d'évolution, une salle de sports, deux salles d'entraînement, cinq gymnases, une piscine et un bassin d'apprentissage. » Confié à l'architecte Y. Guillou, le complexe de Kercado sera achevé en 1969 et enrichi en 1985 par la construction d'une vaste halle omnisports.
- 45 Le choix de la mutualisation conditionne évidemment l'emplacement du gymnase dans le plan-masse de l'établissement et impose une localisation en bordure de la voirie. Ainsi, en 1961, le conseil municipal de Brest rappelle « que, pour satisfaire au désir du ministère, [le] gymnase doit désormais être construit en bordure de l'avenue Foch et être mis à la disposition du lycée annexe de l'Harteloire aux jours et heures de classe⁶⁵ ». À Lannion (Côtes-d'Armor), « le gymnase de 40 x 20 se trouvera à droite de l'entrée donc facilement accessible aux sportifs extérieurs à l'établissement⁶⁶. » Il en résulte parfois des montages administratifs complexes. Ainsi, les installations sportives conçues par L. Arretche pour le lycée de Bréquigny à Rennes se décomposaient à

l'origine en deux lots distincts : pour l'Éducation nationale, un gymnase C, un gymnase A et un plateau triple avec piste de 250 m ; pour la Ville, un gymnase C, un plateau double et un terrain de hand-ball. En conséquence, l'architecte avait imaginé deux gymnases C orientés est-ouest, présentant un léger décroché et reliés par un gymnase A axé nord-sud.

- 46 La mixité, introduite après 1945 et généralisée en 1976, induit une réflexion sur un autre partage des espaces sportifs. La solution peut être empirique, comme le partage de la salle par un rideau ou une cloison amovible. À Kerichen, Jean-Baptiste Mathon imagine en 1963 deux gymnases symétriques reliés par un bloc vestiaires-sanitaires⁶⁷. Au lycée Dupuy-de-Lôme à Lorient, au contraire, les deux équipements étaient nettement séparés, les filles disposant d'un gymnase C et les garçons d'un gymnase B⁶⁸.
- 47 La période voit aussi resurgir l'idée, mise en œuvre pour la première fois en 1927 à l'école primaire supérieure de Suresnes⁶⁹ par l'architecte Maurice Payret-Dortail (1874-1929), d'associer au sein d'un même bâtiment une piscine et un gymnase. Elle avait été reprise à la veille de la Seconde Guerre mondiale au groupe scolaire de Keroman à Lorient, où son confrère Henri Reglain (1901-1974) avait proposé de superposer « un établissement de bains comprenant : baignoires pour les enfants de la maternelle, douches pour la maternelle, douches pour les deux écoles primaires, piscine pour les deux écoles primaires⁷⁰ » et une salle de gymnastique⁷¹. La circulaire du 27 novembre 1962 du ministère de l'Éducation nationale, fixant les normes des programmes d'équipement scolaire pour les établissements du second degré, impose la création de piscines d'apprentissage au-delà d'un seuil de 1 300 élèves. Entre 1962 et 1971, sept lycées bretons (dont six dans les Côtes-d'Armor et trois à Saint-Brieuc) sont dotés de cet équipement, salué comme un emblème de la modernité [fig. 18].

Figure 18

Lycée Beaumont à Redon (Ille-et-Vilaine). La piscine (J. Monge et R. Guichebaron, 1971), convertie en dojo municipal. À droite, l'extrémité du gymnase.

© Panoramic Bretagne / Région Bretagne (service de l'Inventaire du Patrimoine culturel).

- 48 Sauf à Lannion, où le gymnase était superposé à la piscine⁷², les deux bâtiments sont juxtaposés. Au fil des ans, la partie bassin-école a été désaffectée, et la propriété souvent transférée aux communes⁷³.
- 49 Les lois de décentralisation de 1982-1983, en transférant aux Régions la construction, la reconstruction, l'extension, les grosses réparations, l'équipement et le fonctionnement des lycées, ont évidemment ouvert une nouvelle ère. « L'État a considérablement allégé ses interventions pour rendre aux maîtres d'ouvrage leur responsabilité et libérer l'imagination des concepteurs et constructeurs⁷⁴. » Plans-types, opérations industrialisées et arrêtés d'approbation technique ont donc disparu. Il a fallu moderniser, agrandir les équipements sportifs des Trente Glorieuses, parfois en construire de nouveaux. Au total, près d'une trentaine de lycées bretons ont vu leurs gymnases rénovés ou reconstruits depuis 1985. Ces chantiers, conduits par la région ou par les communes, ont dû prendre en compte la diversification des pratiques sportives – la plupart des équipements disposent aujourd'hui d'un mur d'escalade, de salles annexes dévolues aux arts martiaux ou à la musculation – et les nouvelles exigences environnementales (HQE, haute qualité environnementale). La qualité architecturale des gymnases du XXI^e siècle [fig. 24] ne devrait toutefois pas occulter la valeur historique et patrimoniale de leurs lointains et plus austères ancêtres, dont il importe de préserver les ultimes témoignages⁷⁵.

NOTES

1. En savoir plus sur les bases Architecture et Patrimoine via <http://www2.culture.gouv.fr/culture/inventai/patrimoine/> [lien valide en mars 2021].
2. 46 piscines, 32 stades, 24 gymnases, 20 hippodromes et cirques, 16 manèges, 16 établissements nautiques, 12 jeux de paume, 8 boulodromes, 6 établissements de tir et 4 patinoires.
3. LE BAS Antoine, *Architectures du sport 1870-1940. Val-de-Marne, Hauts-de-Seine*, Paris, Lieux Dits / Connivences, coll. « Cahier du patrimoine », 1991.
4. CAROUX Hélène (dir.), Sport et architecture en Seine-Saint-Denis. *Les Équipements sportifs de la banlieue du Nord-Est parisien (XIX^e-XXI^e siècle)*, Paris, La Découverte / Seine-Saint-Denis, coll. « Dominique Carré », 2017.
5. SCHLOSSER Laurence, « Le label "Architecture contemporaine remarquable" appliqué au patrimoine des piscines des Hauts-de-France : 1917-2017 », mémoire de recherche en histoire de l'art soutenu à l'École du Louvre (Paris), septembre 2017. Voir également : SCHLOSSER Laurence, « Les piscines municipales de l'entre-deux-guerres », Région Hauts-de-France, 2019 [en ligne], <https://inventaire.hautsdefrance.fr/dossier/les-piscines-municipales-de-l-entre-deux-guerres/9a93d3ac-27c2-4317-9391-ed7c2b47b397> [lien valide mars 2021].
6. Les équipements de plein air, dont l'intérêt patrimonial est incontestablement plus faible, n'ont pas été pris en compte dans cette enquête.
7. Sur la genèse des gymnases scolaires, voir LE CŒUR Marc, « Couvert, découvert, redécouvert... L'invention du gymnase scolaire en France (1818-1872) », *Histoire de l'éducation*, n° 102, vol. 2, 2004, p. 109-135 [disponible en ligne], <https://journals.openedition.org/histoire-education/705> [lien valide mars 2021].

8. AN F¹⁷ 6916.
9. AN F¹⁷ 6916.
10. AN F¹⁷ 6916.
11. AM Quimper, 27 M_QUI 1.
12. *Bulletin administratif du ministère de l'Instruction publique*, t. XI, n° 201, 1869, p. 270-271. Pour en savoir plus : https://education.persee.fr/issue/baip_1254-0714_1869_num_11_201 [lien valide en mars 2021].
13. *Bulletin administratif du ministère de l'Instruction publique*, t. XII, année 1869, 2^e semestre, 1870, p. 42-43.
14. AN F¹⁷ 6916.
15. AN F¹⁷ 6916.
16. Le gymnase de Saint-Brieuc est construit en 1874, celui de Pontivy en 1886.
17. QUIN Grégory, « Un professeur de gymnastique à l'hôpital. Napoléon Laisné (1810-1896) introduit la gymnastique à l'hôpital des Enfants malades (1847) », *STAPS*, n° 86, 2009, p. 79-91, [disponible en ligne] <https://www.cairn.info/revue-staps-2009-4-page-79.htm?contenu=article> [lien valide en mars 2021].
18. Ce précieux document, enrichi de nombreuses notations manuscrites, détaille la nomenclature des seize appareils indispensables à la pratique de la gymnastique selon Laisné (AM Vannes, fonds de Saint-François-Xavier).
19. Avec des dimensions légèrement supérieures : 30 x 13 m au lieu de 25 x 12 m.
20. Charles de Rémusat (1797-1875), ministre des Affaires étrangères, qui assurait en outre l'intérim de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts.
21. *Statistique de l'enseignement secondaire en 1876*, Paris, Imprimerie nationale, 1878, p. 412.
22. *Bulletin administratif de l'Instruction publique*, t. XXIII, n° 453, 1880, p. 526-531, [disponible en ligne] https://education.persee.fr/issue/baip_1254-0714_1880_num_23_453 [lien valide en mars 2021].
23. *Ibid.*, p. 527-528.
24. « Note relative aux conditions d'installation des lycées et collèges », in *Statistique de l'enseignement secondaire en 1887*, Paris, Imprimerie nationale, 1889, p. 501.
25. *Encyclopédie d'architecture*, 1883, p. 17-28, à la p. 26.
26. GUADET Julien, *Éléments et théorie de l'architecture. Cours professé à l'École nationale et spéciale des beaux-arts*, Paris, Aulanier, 1901-1904, t. II, p. 222-223, consultable en ligne <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k86617f/f6.item> [lien valide en mars 2021]
27. LORME M.A. de, *Histoire du collège Joinville et du lycée de Brest*, Brest, Léon Uzel, 1907, p. 133.
28. La salle abrita en 1899 le procès en révision du capitaine Dreyfus.
29. AM Brest, 4 M 39 : réfection de la salle du gymnase, 1927. On se borna donc à remplacer le sable par un sol en pavés de bois.
30. Créé en 1934 comme école pratique de commerce et d'industrie, il devient en 1961 le lycée Curie (supprimé en 1972).
31. 20 m sur 12 m, pour une hauteur sous plafond de 6,30 m.
32. Sa récente restructuration en amphithéâtre n'a pas dénaturé les volumes extérieurs.
33. Le nouveau hall, un peu moins haut que le précédent, était prêt pour accueillir le banquet du Centenaire le 15 mai 1938. Trente ans plus tard, le bâtiment fut démonté et reconstruit sur le terrain de sports de Kermoguer, où il est toujours utilisé, tandis qu'un équipement moderne était édifié sur son emplacement.
34. Le programme inclut, une fois par semaine, « les exercices élémentaires de natation », voir « Exercices gymnastiques et militaires », *Bulletin administratif de l'Instruction publique*, t. XXIII, n° 453, 1880, p. 530, [disponible en ligne] https://education.persee.fr/doc/baip_1254-0714_1880_num_23_453_65371 [lien valide en mars 2021].

35. Une solution analogue fut envisagée en 1965 par le proviseur du lycée de Rennes, dans les caves de l'établissement (AD Ille-et-Vilaine, 201 W 532).
36. De 10 m sur 3 m et 1,80 m de profondeur.
37. Circulaire du 1^{er} décembre 1940 relative à la création de terrains scolaires d'éducation physique et sportive et de jeux, et de bassins de natation scolaire ; circulaire du 20 janvier 1941 relative aux travaux d'équipement sportif, etc.
38. AD Finistère, 1496 W 15.
39. AD Finistère, 1496 W 15.
40. AD Finistère, 1496 W 15.
41. Ainsi, dans une circulaire du 16 avril 1956, reprenant les termes d'une note du 30 janvier de son prédécesseur, René Billères rappelait aux préfets : « Les mesures nécessaires doivent être prises, dès le reçu de la présente circulaire, pour qu'aucun établissement du second degré ou de l'enseignement technique, pour qu'aucune école primaire d'une certaine importance, ne soient mis en construction ou agrandis sans que les projets comportent les installations nécessaires pour l'enseignement de l'éducation physique et sportive qui est une discipline obligatoire. » Voir MARTIN Jean-Luc, *La Politique de l'éducation physique sous la V^e République (Enseignement secondaire)*, vol. 1, *L'Élan gaullien (1958-1969)*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Pratiques corporelles », 1999.
42. AD Finistère, 85 W 32.
43. Isolation des parois, pose d'un parquet, installation de douches, amélioration de l'éclairage (AD Finistère, 124 W 249). Le bâtiment est aujourd'hui utilisé comme garage par les services techniques de la Ville.
44. Type A (20 x 11,50 m), utilisé pour la gymnastique et la danse rythmique ; type B (20 x 30 m), permettant la pratique de tous les sports collectifs de salle, à l'exception du handball ; type C (20 x 40 m), véritable espace standard permettant une pratique omnisports selon les critères d'homologation fédérale.
45. Par ailleurs, le décret du 28 août 1959 rend l'épreuve d'éducation physique et sportive obligatoire au baccalauréat.
46. GROSBORNE Jean-Baptiste, « La mise en œuvre d'un programme d'équipement », *Regards sur la France*, n° 36, 1967, p. 254-260, (p. 258). Cité par FALCOZ Marc & CHIFFLET Pierre, « La construction publique des équipements sportifs : aspects historique, politique et spatial », *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 79, 1998, p. 14-21, disponible en ligne https://www.persee.fr/doc/aru_0180-930x_1998_num_79_1_2173 [lien valide en mars 2021]
47. Regroupant sur un même site trois lycées et un collège.
48. La société était titulaire d'un brevet d'invention, délivré par arrêté du 30 janvier 1961, pour « la réalisation d'une salle de sports collectifs, gymnastique et culture physique comportant des gradins, pour la réception des spectateurs. Cette salle de sports de construction standardisée par éléments préfabriqués constitue un bâtiment autonome indépendant qui peut être ainsi édifié en quelque lieu ou cadre que ce soit » (AM Quimper, 1078 W 91).
49. À Pont-l'Abbé, les dimensions sont portées à 56,50 x 30,30 m à la demande des services de l'État, le bâtiment, à une époque où les lycées s'ouvrent à la mixité, pouvant être subdivisé entre gymnase des filles au nord et gymnase des garçons au sud.
50. Le même modèle est réalisé en 1968 au lycée de Douarnenez. En revanche, la commune de Châteaulin (Finistère), après l'avoir adopté en 1964, y renonça l'année suivante au profit d'un modèle conçu par les architectes quimpérois Marc Penther et Philippe Bévérina.
51. Lycée Émile-James.
52. Lycée professionnel Bertrand-Duguesclin.
53. Lycée du Blavet.
54. 26 x 52 m et 32 x 64 m.

55. Le Centre des ressources, d'expertise et de performance sportives (Creps) de Dinard (Côtes-d'Armor) en conserve un exemplaire.
56. Rennes, lycée Chateaubriand (1967).
57. Dinan (Côtes-d'Armor), lycée Fontaine des Eaux (1966).
58. COMITI Joseph, *Complexes sportifs évolutifs couverts : synthèse des concours régionaux*, Paris, Secrétariat d'État à la jeunesse, aux sports et aux loisirs (1963-1978), Imprimerie nationale, 1971.
59. Blanchet & Hwang ; Durand & Menard ; Y. Guillou ; A. Hauvespre & J. Bouget ; Le Saint, Beauvir, Bigio & Olivier ; Y. Moignet, H. Péron & A. Weisbein.
60. Plaque de présentation du Cosec, Y. Moignet, entreprise Aux Métiers du Bâtiment, s. d.
61. Le projet initial prévoyait en outre une maison des jeunes circulaire et une piscine.
62. La loi n° 71-562 du 13 juillet 1971 rappelle que les communes « sont tenues d'assurer l'utilisation optimale des installations existantes ou à créer. »
63. La Desus est le service compétent du ministère de l'Éducation nationale. ROHFRITSCH Anne « Conception, construction et fonctionnement des lycées au prisme des archives du ministère de l'Éducation nationale », *In Situ. Revue des patrimoines*, [en ligne] <https://journals.openedition.org/insitu/31110> [lien valide en mai 2021]
64. AD Finistère, 115 W 317.
65. AD Finistère, 78 W 24.
66. AN, 19771564/23.
67. Les plans d'origine préoyaient au nord un gymnase pour les garçons de 41,50 x 20 m, tandis que le bâtiment sud était divisé entre un gymnase pour les filles de 30 x 20 m et une salle d'éducation physique de 20 x 11,50 m. Les deux espaces sont réunis par un bloc rectangulaire couvert d'un toit-terrasse abritant les vestiaires, douches, sanitaires, bureaux de professeurs et locaux matériel.
68. AD Morbihan, 984 W 21. Voir dans le présent numéro : GOYET Thierry, « Si Lorientais et pourtant si Français... Les lycées de la reconstruction à Lorient », *In Situ. Revue des patrimoines*, [en ligne] <https://journals.openedition.org/insitu/31318> [lien valide en mai 2021]. Au lycée agricole Le Gros Chêne à Pontivy (Morbihan), réalisé par Y. Guillou en 1966, « le bâtiment de gymnase a été étudié pour une utilisation mixte, garçons et filles, avec entrée et annexes indépendantes, sur le plan de la salle 30 x 20 m type B de l'Éducation nationale. Sa position au plan d'ensemble a été déterminée par cette double utilisation dans l'avenir, et la proximité des installations extérieures d'éducation physique. » (AD Morbihan, 1089 W 61).
69. Aujourd'hui lycée Paul-Langevin.
70. *L'Ouest-Éclair*, 28 mars 1939, disponible en ligne <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k6615731/f1.item> [lien valide en mars 2021]
71. Occupé par les troupes allemandes, l'établissement fut très endommagé par les bombardements de 1943, et l'aile abritant les installations sportives ne fut pas reconstituée à l'identique en 1953.
72. Fermé en 2008, le bâtiment a été détruit en février 2020.
73. À Guingamp et à Loudéac (Côtes-d'Armor), elle a été transformée en complexe aquatique, à Redon et au lycée Ernest-Renan de Saint-Brieuc en dojo et au lycée Eugène-Freyssinet (Saint-Brieuc) en salle de fitness.
74. BONNENFANT M., « Présentation de la mission équipements du ministère », in LEFÈVRE Jean-Pierre (dir.), *Le Développement du sport en Haute-Normandie. Bilan et perspective*, actes du colloque relatif au développement des activités sportives et de loisir en Haute-Normandie (Rouen, 23 mai 1986), Mont-Saint-Aignan, Presses universitaires de Rouen et du Havre, coll. « Normandie », 1989, p. 59, [disponible en ligne] <https://books.openedition.org/purh/8244> [lien valide en mars 2021]
75. Le patrimoine des sports en Bretagne, dans son ensemble, est notoirement sous-protégé : seule la piscine Saint-Georges de Rennes bénéficie d'un classement depuis 2016, tandis que la salle du jeu de paume, dans la même ville, et le club-house du Dinard Golf à Saint-Briac-sur-Mer

(Ille-et-Vilaine) ont été inscrits respectivement en 2012 et 2014. Par ailleurs, le lycée Ernest-Renan de Saint-Brieuc, qui a conservé son gymnase-préau de 1938 (transformé en amphithéâtre) et deux autres salles de sports, construites dans les années 1960, a reçu en 2006 le label « Patrimoine du xx^e siècle ». Toutefois, à l'issue de l'enquête thématique d'Inventaire, la région a transmis à la direction régionale des Affaires culturelles une liste de quatorze équipements sportifs à protéger en priorité.

RÉSUMÉS

L'étude des équipements sportifs des lycées bretons révèle les fluctuations des politiques publiques en faveur de l'éducation physique et sportive depuis le milieu du XIX^e siècle. Si les ministres de l'Instruction publique du Second Empire, Fortoul et Duruy, se montrent favorables à la discipline, leur action se borne à la commande de plans-types, que l'indifférence ou l'impecuniosité des communes ne permet pas de concrétiser. Le seul gymnase conçu comme tel au cours de la période est conservé dans un établissement privé de Vannes, héritier des traditions pédagogiques des collèges jésuites d'Ancien Régime. Avec le choc de la défaite de 1870, la préparation militaire de la jeunesse devient une priorité nationale, et la loi George de 1880 suscite la construction d'équipements sportifs dans tous les établissements publics de garçons. Ceux-ci présentent néanmoins jusqu'en 1939 une grande diversité typologique liée aux effectifs disparates des lycées et au choix de leur implantation (locaux isolés ou intégrés dans un plan d'ensemble). L'explosion du nombre des lycées au cours des Trente Glorieuses impose le recours à la construction en série : à partir de 1957, plusieurs concours nationaux ou régionaux, visant à l'élaboration de bâtiments sportifs industrialisés et économiques, donnent lieu à d'intéressantes recherches techniques et formelles.

The study of sports facilities in the high schools of Brittany shows the ebb and flow of the public policies in support of physical education since the middle of the 19th century. While the ministers of Public education during France's Second Empire, Fortoul and Duruy, were in favour of the discipline, their action confined itself to the commission of standard plans, which never materialised because of the indifference or the impecuniosity of the municipalities. The sole gymnasium that was designed as such during this period has been preserved within a private educational institution in Vannes, a successor to the pedagogical traditions of the Jesuit schools of the Ancien Régime. After the shock of the 1870 defeat, military training of the youth became France's national priority, and the "Loi George", the George Law of 1880 boosted the construction of sports facilities in all of the boys' public schools. Until 1939, these constructions, however, offered a great diversity of building types related to the heterogeneous population of students in the high schools and their choice of location (isolated or integrated premises within the overall plan). The explosion in the number of high schools during the "Trente Glorieuses", the thirty years of post-war economic growth in France, imposed the use of series construction: from 1957 onwards, several national or regional competitions aiming to create industrialised and cost-effective sports buildings, resulted in interesting technical and formal research.

INDEX

Keywords : physical education, gymnasium, exercise, high school, secondary school, swimming pool, plan, sport

Mots-clés : éducation physique, gymnase, gymnastique, lycée, piscine, plan, sport

AUTEUR

PHILIPPE BONNET

Historien

fulupkerzu@orange.fr